

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
45072 ORLÉANS Cedex 2

ORLÉANS, le 03/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/01/2023

Contexte et constats

Publié sur



THERMOR PACIFIC

17 rue Croix Fauchet
BP 46
45141 ST JEAN DE LA RUELE

Références : n° 78 / 2023
Code AIOT : 0010000938

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2023 dans l'établissement THERMOR PACIFIC implanté 17 rue Croix Fauchet 45140 ST JEAN DE LA RUELE. L'inspection a été annoncée le 10/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THERMOR PACIFIC
- 17 rue Croix Fauchet 45140 ST JEAN DE LA RUELE
- Code AIOT : 0010000938
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société THERMOR PACIFIC est autorisée à exploiter une usine de production de radiateurs électriques sur la commune de SAINT JEAN DE LA RUELE par arrêté préfectoral du 25 février 2008 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2019 imposant des prescriptions relatives aux rejets atmosphériques, aux niveaux limites de bruit et aux moyens de lutte contre l'incendie. L'actualisation du tableau du classement de l'établissement a été actée par lettre préfectorale du 16 juin 2020.

Son activité principale relève des rubriques 2565 (traitement de surface) et 2940 (application de peinture) sous le régime de l'enregistrement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets atmosphériques
- Risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant doit procéder à la mise à jour des étiquettes sur les bacs de la chaîne de traitement de surface (pictogrammes de danger et nature des produits des bacs) selon le règlement CLP (Règlement CE n°1272/2008).

P. 59 de l'étude de dangers, version d'avril 2006, l'exploitant indique que les 2 réservoirs enterrés de fuel sont à double paroi avec détecteur de niveau. Suite à l'arrêt de ces installations, l'exploitant doit justifier du dégazage et de l'inertage ou de la suppression de ces réservoirs (dont celui permettant d'alimenter les maisons témoins). Le cas échéant, en cas de pollution des sols, les mesures appropriées doivent être mises en oeuvre.

Le réservoir de fuel enterré, localisé sur le site adjacent acquis récemment, doit être dégazé, démantelé et un contrôle de pollution des sols réalisé.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

- **Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Disconnexion	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 26	/	Sans objet
4	Organisation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 7.5.1	/	Sans objet
5	Surveillance des rejets atmosphériques Traitement de surface	AP Complémentaire du 15/02/2008, article 9.1.2.4.	/	Sans objet
7	Stockage de polystyrène	Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 9.1.4.1	/	Sans objet
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 7.3.3	/	Sans objet
9	Eclairage	Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 7.3.3	/	Sans objet
11	Moyens de défense incendie	AP Complémentaire du 16/12/2021, article 5.1	/	Sans objet
12	Contrôle des installations de protection contre le risque foudre	Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 7.3.4	/	Sans objet
13	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.3	/	Sans objet
14	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	/	Sans objet

- Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 4.1.1	/	Sans objet
3	Isolement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 4.2.4.1	/	Sans objet
6	Conditions des rejets à l'atmosphère - peinture	Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 9.1.3.1.2	/	Sans objet
10	Zones à atmosphère explosive	Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 7.3.3.1	/	Sans objet
17	Rétention et régulation thermique	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Disconnexion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Disconnexion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le système de disconnection équipant le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable, en application du code de la santé publique, destiné à éviter en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée peut être vérifié régulièrement et entretenu.
Constats : Absence de justification du bon fonctionnement de l'organe de disconnexion.
Observations : Transmission le 16/01/23 du rapport de la feuille d'attachement relative au contrôle du disconnecteur implanté sur l'arrivée d'eau générale. Contrôle du 30/04/21 par la société EIFFAGE ENERGIE. Bon fonctionnement. Lors du remplacement prévoir une mise en conformité de la pose de l'équipement. Absence de contrôle en 2022. A noter l'absence de justification de la présence d'une disconnexion au droit de la réserve du réseau d'extinction automatique (1 000 m ² ; nécessité à confirmer en fonction de la modalité de complétude du niveau d'eau). Selon l'exploitant, la prochaine vérification est planifiée en mars.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 4.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Prélèvements d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : Origine de la ressource : Réseau public Consommation maximale annuelle : 5000 m ³
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Transmission le 16/01/23 du relevé des consommations d'eau 2021 et 2022. 2021 : 3 700 m ³ 2022 : 4 565 m ³ (63% de la consommation est liée au process de janvier à avril puis de septembre à décembre ; de mai à août environ 50% de la consommation est liée au process). Le relevé est réalisé mensuellement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Isolement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement des milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement du réseau de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Les eaux d'extinction sont collectées dans les fosses du quai SAV d'un volume de 150 m ³ , du quai de réception d'un volume de 350 m ³ et du quai d'expédition d'un volume de 700 m ³ . Afin de confiner les eaux d'extinction sur le site, une vanne de barrage est installée sur le réseau du site. Le jour de la visite, un test de fermeture de la vanne a été réalisé (fermeture motorisée). Cette opération n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Organisation de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 7.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Absence de présentation du registre de suivi des rétentions (zone de quais, rétention de la chaîne de traitement de surface, zones de rétention enterrées, etc...)
Observations : Absence de formalisation des contrôles annoncés comme réalisés par l'exploitant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance des rejets atmosphériques Traitement de surface

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2008, article 9.1.2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...]. La teneur en polluants avant rejet des gaz et vapeurs respecte avant toute dilution les limites fixées comme suit. Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Polluant Concentration en mg/Nm³ : - Acidité totale, exprimée en H 0,1 mg/Nm³ - Alcalins, exprimés en OH 0,1 mg/Nm³ - Nox, exprimés en NO₂ 10 mg/Nm³</p> <p>[...]. La surveillance des rejets dans l'air porte sur : <ul style="list-style-type: none"> le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ; les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés ci-dessus, est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité. <p>Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.</p> </p>
Constats : Non respect de la valeur limite de rejet atmosphérique pour le paramètre "Alcanité" (rejet du traitement de surface).
Observations : L'exploitant a indiqué rechercher l'origine de ces valeurs, la composition des bains ne pouvant, a priori, expliquer celles-ci (concentration de 0,77 mg/Nm ³ pour une VLE à 0,1 mg/Nm ³).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conditions des rejets à l'atmosphère - peinture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 9.1.3.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère - peinture
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Valeurs limites et conditions de rejet</p> <p>Polluant Concentration en mg/Nm³ Flux en g/h : - Poussières 5 mg/Nm³ 3 g/h - C.O.V. 50 mg/Nm³ 30 g/h</p>
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Rapport de contrôle établi suite à l'intervention du 21/03/2022 par l'APAVE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Stockage de polystyrène

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 9.1.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de polystyrènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation de stockage du polystyrène est isolé du reste du bâtiment par des murs REI 120, dépassant d'au moins 1 mètre sur les côtés et en toiture. Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure et sont munies de dispositifs de fermeture automatique.</p> <p>Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisée à des fins de stockage. Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.</p> <p>La hauteur des stockages ne doit pas excéder 8 mètres. D'autre part, un espace libre d'au moins 1 mètre doit être préservé entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme.</p> <p>Dans le cas de stockage de produits dont 50 % de la masse totale unitaire est composée de polymères à l'état alvéolaire ou expansé, le stockage est divisé en îlots dont le volume unitaire ne doit pas dépasser 600 mètres cubes. Si l'installation est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage, ce volume est porté à 1 200 mètres cubes.</p> <p>Il est interdit d'entreposer dans le dépôt d'autres matières combustibles à moins de 2 mètres des îlots de produits dont 50 % de la masse totale unitaire est composée de polymères à l'état alvéolaire ou expansé.</p>
Constats : Non respect des mesures constructives et organisationnelles du stockage de polystyrène.
<p>Observations : L'installation de stockage du polystyrène n'est pas isolée du reste du bâtiment par un mur REI 120. Absence de porte coupe-feu.</p> <p>Le stockage représente plus du tiers de la surface au sol.</p> <p>L'installation de stockage est couverte un dispositif d'extinction automatique incendie pour lequel les rapports de contrôle par un organisme externe ne signale pas d'anomalie pour cette zone.</p> <p>Ce stockage a vocation à réduire avec la substitution du polystyrène au profit du carton pour caler les produits finis, qui seront stockés dans une autre zone en cours d'aménagement à l'échéance de la fin du 1er semestre 2023.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Absence de justification de la conformité des installations électriques et absence de complétude du contrôle (pas de coupure).
Observations : Par transmission du 16/01/23, l'exploitant a communiqué les rapports de contrôle des installations électriques 2021 et 2022 (APAVE). 2 Q18 sont délivrés au titre de 2022 (05/08/22). L'un conclut à l'absence de risque (coupure générale autorisée). L'autre au fait que les installations pourraient être à l'origine d'un incendie ou d'un phénomène de surpression (absence d'autorisation de coupure). Les écarts portent sur : - la présence de traces d'échauffement anormal d'une canalisation et/ou d'un matériel électrique ; - l'absence ou l'inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités (déjà signalé). Les 2 rapports de contrôle des installations électriques, réalisés suite à la vérification du 25/07/2022 au 05/08/2022 font mention de 76 observations. 2 Q18 sont délivrés au titre de 2021 (31/07/21). L'un conclut à l'absence de risque (coupure générale autorisée). L'autre au fait que les installations pourraient être à l'origine d'un incendie ou d'un phénomène de surpression (absence d'autorisation de coupure). Les écarts portent sur l'absence ou l'inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Eclairage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Eclairage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.
Constats : Présence de quelques éclairages non capotés contenant du mercure à basse pression.
Observations : Plan de re-lamping en oeuvre. Action à solder.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Zones à atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 7.3.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Zones à atmosphère explosive
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques. Dans les zones où des atmosphères explosives définies conformément l'Article 7.2.2. peuvent se présenter les appareils doivent être réduits au strict minimum. Ils doivent être conformes aux dispositions du décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosive. [...]
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Présentation du plan des zones ATEX. L'inspection n'a pas procédé à la vérification de l'affichage des consignes et de la matérialisation (marquage, identification) sur le terrain.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Moyens de défense incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/12/2021, article 5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une réserve d'eau d'un volume de 1 000 m³, [...]; • d'un système d'extinction automatique d'incendie, • un groupe motopompe fonctionnant au fuel, <ul style="list-style-type: none"> • des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement, • des robinets incendie armés, • d'un système de détection automatique d'incendie excepté pour le bâtiment FTI, [...].
<p>Constats : Absence de conformité du système d'extinction automatique d'un incendie et du contrôle des R.I.A. en 2022.</p>
<p>Observations : Transmission le 16/01/23 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du rapport de contrôle des R.I.A. (CHUBB ; 09/06/21). 21 R.I.A. sur le listing du contrôleur, 16 contrôlés car 5 retirés. L'exploitant n'a pas été en capacité d'expliquer l'absence des 5 R.I.A. (substitution ?, modification des installations ?, etc...). Selon l'exploitant, le rapport de contrôle 2022 n'a pas été reçu ; - du rapport de contrôle des extincteurs (CHUBB ; 09/06/21 et 07/11/22) ; - des rapports relatifs au contrôle du système de détection incendie pour les bâtiments Pollux et Castor (PROTEX SSI ; 20/08/21, 29/11/21, 16/07/22 et 10/11/22). Les batteries sont à remplacer et le transmetteur téléphonique est hors service mais un report vers le SDI principal est en oeuvre selon le contrôleur. Selon l'exploitant, un devis a été reçu pour procéder au remplacement des batteries ; - des rapports de contrôle du système d'extinction automatique ; référentiel FM, ENGIE : <ul style="list-style-type: none"> * 26/01/21 : 4 écarts et 4 pages d'observations/améliorations * 13/07/21 : 4 écarts et 4 pages d'observations/améliorations * 12/01/22 : 4 écarts et 5 pages d'observations/améliorations * 02/08/22 : 7 écarts et 5 pages d'observations/améliorations (les écarts portent principalement sur des manques de têtes d'extinction suite à des travaux de ré-aménagement et des zones sous escalier non couverte); - le liner de la réserve d'eau a été remplacé en 2021. <p>Entretien GMP : 11/05/20, 16/03/21, 16/02/2022</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Contrôle des installations de protection contre le risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre le risque foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.
Constats : Absence de justification de la conformité des installations de protection contre le risque foudre, suite à la révision de l'étude technique foudre.
Observations : L'entreprise RENARD a transmis à l'exploitant le devis pour mise en conformité des installations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.3
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus, ainsi que leur lieu de stockage. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : Absence d'un état des stocks exploitable en situation accidentelle (présentation d'un état des stocks "production").
Observations : Transmission le 16/01/23 de l'état des stocks arrêté au 13/01/23 pour les installations peinture et utilités. Cet état n'est pas exploitable (nature non mentionnée, quantité de produits mais ni tonnage ni volume, pas de localisation, etc...).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : Absence d'un état des stocks exploitable en situation accidentelle (présentation d'un état des stocks "production").
Observations : Transmission le 16/01/23 de l'état des stocks arrêté au 13/01/23 pour les installations de traitement de surface et utilités. Cet état n'est pas exploitable (nature non mentionnée, quantité de produits mais ni tonnage ni volume, pas de localisation, etc...).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Rétention et régulation thermique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention et régulation thermique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité. [...].
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Au droit du point bas de la rétention de la ligne de traitement de surface, 3 capteurs indépendants permettent d'alerter les opérateurs : - le premier est de type flotteur. Il déclenche l'envoi des effluents vers un GRV équipé lui même d'un capteur de niveau. Le fonctionnement de la pompe de relevage est asservi à la non détection implantée en partie haute du GRV ; - le second est de type détecteur d'humidité. Un test de bon fonctionnement a été réalisé (résultat favorable). La détection déclenche une alarme sonore et visuelle ; - le troisième est de type détecteur d'humidité et conduit à la mise en sécurité de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet